Rapport CD 2023-04-14

Cher.e camarade,

Je vais commencer par un bref état d'actualités.
La question de la démocratie. L'utilisation du 49-3 à l'Assemblée nationale, le non respect de la démocratie sociale, de l'opinion publique, les menaces portées par Darmanin et Borne contre la ligue des droits de l'Homme, la dissolution du mouvement de la Terre, l'utilisation violente des forces de l'ordre par l'État transforment le sentiment de colère en haine. Que ce soient sur la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et des pensions, l'inflation sur l'énergie et les produits alimentaires, la hausse des taux d'emprunt, cette radicalisation conduisent aussi certains syndicalistes du département, dans leur fédération respective, allant de Sud à La CGT, comme on a pu l'entendre à Melun par exemple dénoncer l'intersyndicale. Or l'enjeu de la massification des luttes à l'intérieur des entreprises publiques et privées comme à l'extérieur est prépondérant pour construire politiquement un projet alternatif de gauche. Aujourd'hui, face à la banalisation du Rassemblement national et de ses discours trompeurs, le débat doit être plus que jamais instruit sur ses questions de fond.
Nous sommes dans l'attente du rendu du Conseil constitutionnel sur la validité du texte soumis par deux questions principales, la sincérité de présentation du texte aux député.e.s et à l'opinion publique (les 1200 euros, une réforme favorable aux femmes et au monde ouvrier et sur les erreurs et les manquements des impacts financiers qui vont en découler. Nous sommes aussi dans l'attente de la réponse sur le référendum d'initiative partagé.
Il avait été rappelé que

S'il validait tout ou partie des dispositions de la loi, celle ci n'en serait pas moins mauvaise ! Nous appellerons donc à poursuivre le combat, en lien avec l'intersyndicale ;

S'il validait le RIP, nous lancerons une grande campagne en appelant à la mobilisation la plus large, avec les organisations syndicales, avec les forces politiques de gauche et écologistes, avec les intellectuel·les et l'ensemble des forces vives du pays, pour obtenir les 4,8 millions de signatures indispensables à l'obtention du référendum ;

S'il ne validait pas le RIP, nous entrerions dans une crise grave, faute d'une perspective d'issue positive pour le mouvement social. Il faudra alors faire le point avec l'ensemble des forces de gauche et l'intersyndicale pour décider de la suite.

Continuons donc à prendre toute notre place dans cette bataille et continuons de rassembler largement, bien au delà de la NUPES.
Dès la semaine prochaine, notre secrétaire national s'adressera en ce sens à tou·tes les communistes pour les appeler à poursuivre et amplifier leur mobilisation, partout dans le pays, au coeur du mouvement social. Il s'agit en effet d'être collectivement à la hauteur des attentes du pays et du formidable espoir de changement progressiste qui irrigue la société.
Un sondage IFOP paru ce mercredi place notre parti en première place pour rassembler la gauche. Est-ce un tournant qui montrerait dans la période, l'attente d'une union la plus large possible pour l'emporter, au delà de la seule NUPES.
Nous venons de passer une étape démocratique importante de notre parti, après les conférences de section , notre congrès départemental et notre congrès national.
Nous avons renouvelé notre direction départementale, tout comme a été renouvelée la direction nationale.
Ce 39e Congrès se fixe l'objectif d'être le congrès de la reconquête. Notre congrès national a adopté le texte de base commune amendé : l'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux à 83,12%, les statuts revisités avec l'entrée du dispositif Stop Violences à 81,58%,
une direction nationale à parité, renouvelée à plus de 50%, rajeunie, légèrement rééquilibrée entre les régions et celle d'Île de France, diverse pour maintenir le débat d'idées essentiel à la vitalité du parti et son secrétaire national Fabien Roussel à 80,4%., avec des objectifs :

- de renforcement avec 10 000 cotisant.e.s de plus sur 3 ans

- de féminisme en transformant encore plus le parti
- de rassemblement avec les forces de gauche et écologiste pour créer un front populaire ne s'accommodant pas du capitalisme, avec de grands services publics sur fond de transformation sociale et écologique
- de redonner du sens au travail avec une activité du parti sur les lieux de travail, avec des droits nouveaux des droits d'égalité entre les femmes et les hommes, un droit de départ à la retraite à 60 ans et moins selon les métiers
- d'universalisme avec l'égalité de droit entre tous les êtres humains
- d'internationalisme en défendant la paix et la souveraineté des peuples

Notre fédération et nos délégué.e.s remercient celle des Bouches-du-Rhône , les camarades de Marseille, du national, de l'AS et l'orga pour les conditions exceptionnelles d'accueil et de tenue du congrès.
Comme cela a été donc acté par notre texte de congrès, nous devons nous fixer, dans notre département, dans nos sections , des objectifs ambitieux de renforcement, de formation, d'adhésions, de création de cellules dans les entreprises, les villages, les quartiers ! D'ici le prochain congrès, de nouveaux cadres doivent émerger, et notamment des femmes puisque nous ne sommes pas parvenus à atteindre la parité pour notre direction départementale.

Le congrès s'est donc fixé l'objectif d'un renforcement de 10000 nouveaux cotisants sur trois ans, soit 3333 par an, pour notre fédération cela correspondrait à 35 cotisants de plus. Je vous propose que nous nous fixions au moins 150 adhésions cette année dont les deux tiers cotisants. Trop souvent, la question n'est pas posée alors qu'elle est normale comme dans n'importe quelle autre association. Nous avons besoin de nous organiser sur ce sujet de la vie du parti , le lien avec les adhérent;e.s , l'accueil des nouveaux adhérents, leur formation, la diffusion de nos statuts. Le secteur Vie du parti de notre fédération s'attachera à ce que dans chaque section un livret d'accueil comportant le texte d'orientation et nos statuts avec le dispositif Stop Violences, la liste de nos publications et revues et de la presse communiste ainsi que le livret national regroupant toutes les formations disponibles mises à leur disposition.
L'accueil et la formation des nouveaux adhérent.e.s sont au cœur de notre renforcement. Je vous propose pour notre secteur Vie du Parti que nous nous organisions autour de moi-même et Karine avec Camille et Jean-Marc sur le renforcement, avec Julien et Alexandre sur la formation en lien avec le national et la jeunesse, avec Catherine et Khadija sur le lien avec les sections. Pour mémoire, 12843 voix se sont portées sur Fabien Roussel. La vie du parti devra regarder les initiatives à construire avec les sections pour convertir ces voix en adhésion.
Je vous propose Pascal comme responsable de l'accueil sécurité. Cela fait plusieurs années qu'il dirige notre AS répondant aux demandes du national pour assurer les points fixes du Parti lors de manifestation et pour la fête de l'humanité.
Concernant nos objectifs de souscription, comme cela a été dit à la conférence finances du 10 décembre 2022 et lors du rapport financier au congrès départemental, la souscription est un élément essentiel de notre budget. Vous avez le rappel de ces objectifs adoptés par le congrès départemental sur un tableau. Je vous propose d'envoyer à l'ensemble de nos adhérent.e.s et sympathisant.e.s par mail et courrier postal notre appel à la souscription pour faire évoluer les versements. Elle doit mieux illustrer l'attachement des adhérents et des sympathisants à notre parti au travers de différentes initiatives. Dans nos statuts , nous devons constituer un comité d'animation de la bataille financière avec notre trésorier Rémi, de 2 membres de notre conseil départemental dont Annick et les trésoriers ou trésorières de section.
Je vous propose que Nicolas et David animent le renforcement et notre activité tournés vers les lieux de travail et le monde du travail.
Sylvie se propose d'animer la commission santé,
Isabelle et Annick la commission Egalité femmes / hommes et le féminisme
Daniel A avec Karine se proposent d'animer la stratégie et la construction de notre approche pour

les municipales. Même si elles semblent éloignées, nous devons réfléchir à mettre en avant notre spécificité de gestion et la citoyenneté au cœur de nos politiques.
Avec Marianne, je vous propose que nous soyons les interlocuteurs avec les autres formations politiques dans le cadre des échanges électoraux, sous mandat du conseil départemental.
A ce titre pour les élections sénatoriales, notre conseil départemental doit construire des propositions de candidatures. A ce stade, avant notre congrès départemental, Daniel G , Sylvie et moi-même avons rencontré le secrétaire départemental du PS, Olivier Husson. Il nous est proposé par le PS, sur la base d'une liste de rassemblement de la gauche et des écologistes d'être en deuxième position sur les 6 candidatures de la liste derrière Vincent Eblé PS sénateur sortant . Un candidat EELV serait en troisième position. Du point de vue de notre dernier exécutif, dont je vous proposerai un renouvellement soumis à un vote de notre conseil départemental, la candidature de Marianne Margaté vous est proposée. Pour l'instant, le PS et les autres formations valideraient respectivement cette proposition de liste la semaine prochaine. Le secteur élection national réunira les secrétaires départementaux le 20 avril pour nous faire part des avancées. Ce choix se fait en lien avec les sections et les élu.e.s du département, il sera soumis au votes des adhérent.e.s à jour de leur cotisation. Le calendrier n'est pas encore fixé. Le conseil national validera en dernière instance cette proposition. Cette proposition peut nous amener à retrouver une sénatrice. Après 6 années d'absence , une sénatrice seine-et-marnaise pourrait grossir les rangs de notre groupe au sénat. L'enjeu est important et doit nous conduire à créer toutes les conditions pour cet objectif. Concernant les sénatoriales, tous les conseils municipaux devront se réunir pour élire les délégués et les suppléants le 9 juin. Dans les communes de 9 000 habitants et plus, tous les conseillers municipaux sont, de droit, électeurs pour les sénatoriales. La question de l'élection des délégués se posera néanmoins dans la totalité de ces communes, puisqu'ils devront tout de même élire des suppléants. Attention, les conseillers municipaux n'ayant pas la nationalité française ne peuvent ni participer à l'élection des grands électeurs issus des communes ni bien sûr être élus ou désignés membres du collège électoral sénatorial.

Pour les communes de moins de 9 000 habitants, le nombre de délégués à élire dépend de la taille du conseil municipal : il faut élire un délégué pour les conseils municipaux de 7 et 11 membres, 3 délégués pour les conseils municipaux de 15 membres, 5 délégués pour les conseils municipaux de 19 membres, 7 délégués pour les conseils municipaux de 23 membres, 15 délégués pour les conseils municipaux de 27 et 29 membres.

Rappelons également que dans les villes de plus 30 000 habitants, tous les conseillers municipaux sont de droit électeurs pour les sénatoriales ; mais qu'il faudra également désigner des délégués complémentaires, qui ne sont pas nécessairement des élus, à raison d'un par tranche de 800 habitants au-dessus de 30 000 : une commune de 30 800 habitants désignera donc un délégué supplémentaire, une commune de 31 600 en désignera deux, etc. Meaux, Chelles, Melun et Pontault sont concernées par l'élaboration de liste de délégués complémentaires. Savigny le temple a une population qui a chuté en dessous de 30000 habitants avec 29 987. il faudra vérifier cela. Le conseil municipal aura à voter sur ces listes.

Nous pouvons donc nous investir dans chacune de ces commissions, au niveau national une commission communication va être créée, si des camarades souhaitent s'y investir ou s'investir dans celles que j'ai énoncées , vous pouvez vous proposer.

Avant de finir, je vous propose que lors de nos prochains conseils départementaux , chaque commission, si c'est nécessaire, nous fasse un point sur l'avancée des objectifs, les obstacles, les propositions pour être en phase avec ce que le congrès de notre parti nous demande. Il y aura donc des ordres du jour partagé avec le retour des commissions.
Dernier point je vous propose que notre exécutif soit composé de par ordre alphabétique Vincent Benoist, Khadija Bertino, Julien Boudet, Rémi Fourche, Sylvie Fuchs et Karine Jarry.